

LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

AVANT-PROPOS

M. Léon Jouhaux, dans la conclusion de la très intéressante brochure de vulgarisation qu'il a écrite sur *Le Syndicalisme* (1), déclare que *«si les peuples veulent la paix, il faut qu'ils mettent un terme à la concurrence frénétique, ruineuse, qui contribue à détraquer les échanges internationaux»*. Il ajoute: *«La sécurité collective restera vaine si les nations accumulent les moyens de faire la guerre»*. Et il termine son étude en affirmant que *«le mouvement ouvrier a fait son choix et que toutes les forces de la C.G.T. sont au service de la paix»*.

En qualité de vieux syndicaliste ayant toujours lutté pour l'indépendance du mouvement ouvrier en France, nous serions sensible à l'optimisme du secrétaire général de la C.G.T. si les organisations syndicales étaient vraiment maîtresses de leurs destinées et si leur activité n'était pas contrecarrée, voire étouffée, par celle d'un parti politique qui, lui aussi, se réclame des sympathies de la classe ouvrière.

Ce n'est un secret pour personne que depuis le Congrès de Toulouse, en mars 1936, où furent ressoudées les deux grandes fractions de la classe ouvrière: C.G.T. et C.G.T.U., le parti communiste n'a cessé de placer ses créatures à tous les postes dirigeants du mouvement syndical, et que déjà un grand nombre de militants indépendants ont été sacrifiés en faveur de staliniens avoués.

Pour ne citer qu'un exemple, l'Union des Syndicats de la Région parisienne, la plus puissante des unions régionales de France, groupant près d'un million de travailleurs de toutes catégories, est entièrement sous l'obédience du parti communiste, et la moindre opposition y est impitoyablement écrasée.

MM. Raynaud et Hénaff, membres influents du parti communiste, règnent en maîtres dans toute l'Ile-de-France, et leur influence s'étend aux syndicats des départements limitrophes qui, petit à petit, sont absorbés par le bolchevisme. M. Henri Guiraud, un des derniers militants fidèles à la tradition syndicale et depuis de longues années secrétaire de l'Union et réfractaire à la domestication, fut contraint, en octobre 1938, de démissionner, la vie devenant impossible dans les maisons syndicales envahies par les agents de Moscou.

On se rendra mieux compte encore de la colonisation bolcheviste des syndicats en mettant en lumière certains petits faits, d'apparence insignifiants, qui n'ont pas été relevés par la presse mais qui n'ont pas échappé aux militants avertis.

Ce n'est pas révéler un secret d'État d'écrire que la C.G.T. n'a jamais entretenu des rapports particulièrement amicaux avec les gens d'Église. Or, au dernier congrès de l'Union des Syndicats de la Région parisienne, s'il fut impossible à la minorité de se faire entendre, ses militants étant accueillis à la tribune par les cris hostiles et les injures des *«délégués»* majoritaires, par contre un prêtre - le fait est sans précédent dans l'histoire du syndicalisme - fut, avec l'appui de MM. Raynaud et Hénaff, à même de s'exprimer pendant près de deux heures dans le silence sympathique des éléments les plus souples et les plus sensibles à la pénétration bolcheviste. Conséquence logique de la politique de la *«main tendue»* inaugurée par le parti communiste; politique étrangère à celle de la C.G.T., qui ne prend jamais officiellement position sur le terrain confessionnel; politique d'influence sur la plupart des syndicats de la région parisienne qui évoluent dans l'ombre du parti communiste, dont ils sont devenus les succursales.

Si nous revenons au problème de la paix, qui nous préoccupe particulièrement, il semblerait que les bolchevistes s'associent aux conceptions du secrétaire confédéral. Or, au moment où paraissait en librairie la brochure de M. Léon Jouhaux, M. Marcel Cachin, sénateur de la Seine, analysant le résultat des «élections» en U.R.S.S., écrivait dans *L'Humanité* du 12 décembre 1937: *«Chacun devrait comprendre que la force militaire et l'unité profonde de l'Union soviétique sont, en face des menaces de guerre et d'agression des États fascistes, les garanties les plus précieuses du maintien de la paix»*.

(1) Flammarion, éditeur.

Le secrétaire général de la C.G.T., lui, pose en principe que la sécurité des nations ne peut être acquise que par une limitation immédiate, non pas unilatérale mais générale, des armements, cependant que le leader français du parti communiste affirme que la puissance militaire de l'Union soviétique est un «*facteur de paix*». Nous mesurerons plus loin l'importance de cette contradiction.

Avant 1936, lorsqu'il y avait encore en France une presse syndicale non soumise à la censure du parti communiste, nous écrivions dans *Le Peuple* qu'il était du devoir de la C.G.T. de définir sans ambiguïté sa politique de paix, et surtout de prendre garde de ne pas sacrifier la vie des travailleurs français aux nécessités politiques intérieures d'une puissance étrangère.

M. Léon Jouhaux, qui détermina l'orientation syndicale de la C.G.T. au congrès de Paris, en 1935 (le dernier congrès de la C.G.T. avant le congrès de fusion de Toulouse), précise dans sa brochure ses déclarations antérieures, et on penserait que les paroles qu'il prononce ou les phrases qu'il écrit - avec toute l'autorité que lui confère sa fonction - traduisent réellement l'état d'esprit unanime des dirigeants de l'organisation dont il est le chef nominal. C'est inexact. Ce n'est qu'une supercherie, et les initiés ne s'y trompent pas. Ils savent que M. Jouhaux n'est plus le maître de la situation, et que s'il n'est pas l'objet des attaques sournoises des bolchevistes, c'est que ceux-ci préfèrent, provisoirement du moins, le laisser à la tête de l'organisation syndicale, ce qui prête à cette dernière une indépendance qu'elle ne possède déjà plus.

Les positions changent du reste quotidiennement, soumises qu'elles sont, nous le démontrerons, aux évolutions et aux nécessités de la politique russe, et le pacifisme de M. Léon Jouhaux est sujet à des acrobaties continuelles.

A un récent Comité Confédéral National (C. C. N.), assemblée représentative des unions régionales et des fédérations d'industrie de la C.G.T., et qui se tint au mois d'octobre 1938 à Paris, M. Léon Jouhaux, faisant état d'une conversation qu'il avait eue avec le président Daladier et au cours de laquelle ce dernier, évoquant le traité qui liait la France à la Tchécoslovaquie, aurait déclaré qu'un traité pouvait être interprété de façon que la guerre fût évitée, M. Léon Jouhaux, disons-nous, affirma devant l'assemblée avoir répondu au président du Conseil que «*la France n'interprétait pas sa signature*».

C'est grave. C'est plus que grave.

Nous connaissons depuis trop longtemps les sentiments du secrétaire confédéral, et de nombreux militants l'ont trop souvent défendu contre les violences communistes pour ne pas être effrayés de cette évolution belliciste qui s'opère sous l'influence extérieure qu'il subit.

En vertu de quelle autorité un représentant parlant au nom de la classe ouvrière s'autorise-t-il à dire, surtout lorsqu'il s'agit de la guerre ou de la paix, qu'une signature ne s'interprète pas, alors que cette interprétation peut sauver de la mort des millions de travailleurs? De quel droit un secrétaire confédéral dispose-t-il ainsi de la vie de ses mandants, sans même les avoir consultés?

C'est trop tragique pour que nous nous taisions.

Nous jetons le cri d'alarme. Toutes les revendications de la classe ouvrière seraient vaines et sans objet si le peuple de France devait être entraîné demain dans une nouvelle tuerie.

Or, depuis que les communistes assument partiellement la direction de la C.G.T., celle-ci n'est plus libre. Elle est soumise aux fluctuations et aux besoins de la politique russe. Elle n'est plus elle-même, parce que les communistes font une politique de guerre et qu'ils identifient les intérêts de la classe ouvrière française avec les exigences des dirigeants soviétiques auxquels ils sont aveuglément soumis.

Cela ne date pas d'hier. Longtemps avant le Congrès de Toulouse, nous avons prévu le danger et nous le dénoncions sans être entendu. Il se précise chaque jour.

Pour ceux qui, trop vieux, ont déjà oublié; pour ceux qui, trop jeunes, n'ont pas encore appris, nous écrivons ce petit livre. Il est incomplet, nous le savons et nous savons aussi de quelles critiques venimeuses et intéressées il sera l'objet. Qu'importe! Peut-être que, en plongeant dans le passé et en initiant les jeunes à ce que fut l'évolution bolcheviste en France, nous arriverons à jeter quelques lueurs d'espoir sur l'avenir.

C'est notre seule ambition.

Jacques CHAZOFF.